CIRCONSCRIPTION D'AGEN

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 18 NOVEMBRE 1962

Groupement National des Républicains Libéraux

Le Libéralisme n'est pas un parti; c'est une conception de la vie dans l'exaltation de toutes les libertés honnêtes.

J. J.

Citoyennes, Citoyens,

La gravité de la situation présente appelle des mesures nouvelles, appliquées par des hommes nouveaux, tendant au rétablissement de l'unité française, et au redressement économique et social.

La virulence de la lutte des partis, de tous les partis, sous la IVe République; l'inertie de la majorité des élus de la Ve République, ont conditionné un état de fait dangereux pour notre pays.

Le renouvellement de l'Assemblée Nationale dissoute doit en réalité amener le remplacement de ceux de ses membres qui, tel Monsieur LAPEYRUSSE, n'ont été que de coûteux et inutiles figurants. C'est pourquoi, très simplement, je vous demande de souscrire à mon programme. Je le défendrai

avec constance et fidélité.

POLITIQUE EXTERIEURE

Poursuite inlassable de l'organisation de la paix dans le monde, sans exclusives; désarmement général, contrôlé et simultané; échanges intellectuels, scientifiques, économiques, culturels avec toutes les nations; rassemblement des jeunesses de tous les pays.

Ces contacts ne doivent pas être seulement de gouvernement à gouvernement, de financiers à

financiers, mais de peuples à peuples.

La France doit jouer un grand rôle dans la recherche des moyens tendant à assurer la paix mondiale.

POLITIQUE INTERIEURE

Défense inlassable de la République, le gouvernement de tous.

Maintien d'un équilibre mesuré entre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire.

Respect des libertés fondamentales assuré à tous les citoyens; respect par ceux-ci des lois républicaines.

Tels sont les grands principes dont la mise en application loyale rétablira l'unité française dans l'ordre et la sécurité.

POLITIQUE SOCIALE

Développement des activités agricoles, industrielles, commerciales, artisanales, scientifiques, artistiques, par l'octroi de subventions, crédits d'investissements nécessaires, et la réduction d'une trop lourde et inégale fiscalité.

Agriculteurs.

Je suis un des vôtres et partage vos soucis. Il faudra penser à l'indemnisation des pertes causées par les intempéries et épizooties; à l'allègement de vos impôts; pousser à la détaxation des engrais et du matériel agricole. Je serai le défenseur vigilant de ces points de vue.

Industriels.

Pour lutter contre la concurrence étrangère, de larges crédits vous seront consentis. Une zone industrielle sera organisée en Lot-et-Garonne, tant pour favoriser l'écoulement des produits agricoles (conserveries, etc.) que pour implanter de nouvelles industries mécaniques. Ces créations assureront le développement de nos villes et favoriseront le commerce local.

Commercants.

Vous êtes trop concurrencés par de puissantes féodalités économiques étrangement favorisées par des consortiums financiers et jouissant d'injustes privilèges fiscaux. Vos impôts sont vraiment trop lourds.

J'assurerai sans défaillance votre défense.

Artisans,

Votre ancien, probe et patient labeur a longtemps été un élément vital, essentiel, de l'activité et de la prospérité de notre pays. Pour continuer ce rôle, vous avez besoin d'être aidés par la bienveillante sollicitude des pouvoirs publics, traduite notamment par une fiscalité allégée.

Fonctionnaires et Agents des Services Publics,

Contrairement à ce que croit une opinion publique mal informée, vous êtes beaucoup plus mal payés

par l'Etat, que vous ne le seriez dans le secteur privé.

Exemple: Un professeur agrégé — il n'y en a que 9.000 sur 47 millions de Français — débute à 850 NF par mois, après de très longues années d'études. Ces traitements, dont la modicité s'apparente à ceux de tous les fonctionnaires et agents des services publics, écarteront les meilleurs éléments constituant les cadres de la Nation.

Or, l'intérêt général requiert le concours de fonctionnaires assurés d'être aussi bien rétribués par l'Etat,

qu'ils le seraient par le secteur privé.

Soyez certains que, dans un esprit d'équité, je défendrai énergiquement vos intérêts, confondus avec ceux de l'Etat.

Sportifs,

Pour notre jeunesse, pour nos sportifs, pour le grand public, je m'efforcerai de promouvoir la construction, à AGEN, d'un grand stade équipé de la façon la plus moderne. Cette contribution à l'épanouissement des sports, si bienfaisants tant au point de vue moral que physique, aura aussi pour effet d'attirer chez nous de nombreux visiteurs.

De nombreux amis, républicains libéraux, m'ont demandé de les représenter dans la compétition électorale.

Ils refusent leur confiance à Monsieur LAPEYRUSSE et à son prédécesseur, Monsieur CAIL-LAVET, qui osent, aujourd'hui encore, solliciter vos suffrages. Qu'ont-ils fait pour AGEN? Rien, rien, rien, trois fois rien!...

La carence de Monsieur LAPEYRUSSE s'est avérée aussi certaine que ses nombreux reniements politiques. Il ne manque pas d'estomac, ce monsieur, lorsqu'il fustige et vilipende les partis, lui qui en a fait une consommation industrielle et qui, sans eux, ne serait rien!

Les diverses activités de Monsieur CAILLAVET ont déjà classé l'homme, et définitivement

détourné de lui le corps électoral.

J'ai donc accepté de vous demander de me faire l'honneur de vous représenter au Parlement,

non pas en robot, mais en homme libre, uniquement lié par les promesses de son programme.

Soucieux, avant tout, de paix et de concorde entre les citoyens, épris de justice sociale, je défendrai tous les travailleurs et lutterai pour leur faire obtenir des salaires et des retraites leur permettant de vivre dignement.

Dans le même esprit d'harmonie et de paix sociale, je tiens à préciser ma position au regard

d'une question qui trouble bien des consciences.

Je veux parler de l'ECOLE.

Je suis pour la laïcité de l'Etat et de l'enseignement dans les écoles de l'Etat.

Je suis partisan de la liberté de l'enseignement religieux dans les écoles dépendant des diver-

ses confessions religieuses.

Ce « modus vivendi » nécessaire pour assurer le respect des convictions est, en fait, justifié par l'impossibilité d'assurer dans les écoles publiques surpeuplées, l'enseignement auquel tous nos enfants ont droit.

CITOYENNES, CITOYENS,

Votre choix aura pour vous beaucoup plus d'importance que pour moi.

Je vous offre ma bonne volonté, mon dévouement, animé par un profond désir de voir s'instaurer dans notre pays un régime équitable. Je veux dire un régime assurant, sous l'égide de la loi, l'exécution des devoirs et l'exercice des droits de tous les citoyens. Ce régime sera celui de la République Française assurant la paix extérieure et intérieure et la justice sociale. Il assurera aussi l'essor de la vocation de la France et le succès de sa mission pacificatrice et libérale, dans un monde en proie aux plus sombres menaces.

Pour la réalisation de ce destin national, je souhaite qu'à défaut de ma modeste personne une majorité de députés, animés du même esprit et imbus des mêmes principes, assume l'avenir de notre

pays.

VIVE LA REPUBLIQUE! VIVE LA FRANCE!

Jean JUILIA

REMPLACANT EVENTUEL:

René COULOUMET

Vu : LE CANDIDAT.

Exploitant agricole

AGEN - ERMITAGE

WAR G COUDERC - NEWAC